COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Bourg

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2020

Date de la convocation : 09 Décembre 2020

Date d'affichage : 23 Décembre 2020

L'an deux mille vingt, le dix-huit Décembre à vingt heures, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Dominique THIEBAUD, maire.

Présents : BROUILLARD Francis, DELANNE Jean-François, DOS SANTOS Ernest, GOUTRY Laurent, GRANDVUILLEMIN Christine, HOGNON Eric, LOISEAU Pascale, MOUSSUS Aleth, THIEBAUD Dominique, THIVET Juliette, VAUTHRIN Patrick

Le quorum est atteint. La séance est ouverte.

Désignation du secrétaire de séance

Le Conseil Municipal désigne comme secrétaire de séance :

- Madame Juliette THIVET

Approbation du Procès-verbal de la séance du 23 octobre 2020

Monsieur le Maire soumet le procès-verbal de la séance du 23 octobre 2020 à l'approbation des conseillers municipaux. Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler sur ce procès-verbal avant leur adoption définitive.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER le procès-verbal de la séance du 23 octobre 2020.

2020_54 - Budget Eau et Assainissement : Tarif Eau et Assainissement 2020/2021					
<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Le Conseil Municipal décide à **partir du 01/04/2021**, les tarifs d'eau et assainissement seront les suivants :

EAU :

- Abonnement..... 50.00 €
- Par m3 d'eau 1,25 €/m3
- Enlèvement compteur 80,00 €
- Redevance pollution domestique 0,27 €/m3

ASSAINISSEMENT :

- Abonnement 30.00 €
- Par m3 d'eau utilisée 0,65 €
- Redevance pour modernisation des réseaux _ 0.15 €/m3

A noter que deux relevés et facturations auront lieu chaque année et qu'il n'y aura aucun lien entre les deux périodes semestrielles.

2020_55 - Budget Communal : Tarif location salle des fêtes					
<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Le Conseil Municipal décide de fixer les tarifs concernant la location de la salle polyvalente, de la façon suivante, à compter du 01/01/2021 :

- Pour les habitants de BOURG : 120 € le week-end
- Pour les Associations de BOURG : 25 €
- Pour les extérieurs au village : 195 € le week-end et 120 € la journée
- Pour location, maxi 4 heures : 50 €

Il décide également de fixer les prix du matériel ayant subi des dégradations pour son remplacement comme suit :

- Couvert : 0,75 €
- Chaises : 18,30 €
- Table : 183,00 €
- Assiette : 4,00 €
- Verre : 1,50 €
- Plat : 12,20 €
- Radiateur à inertie : 700 €
- Mange debout : 50 €

2020_56 - Budget Communal : Tarif tables et bancs					
<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Le Conseil Municipal décide de ne pas changer les tarifs de location des tables et bancs pour l'année 2021.

Nombre de Tables et bancs	Habitants et Associations de Bourg	Personnes et Associations Extérieures
1 - 2	5 €	10 €
3 - 6	10 €	20 €
5 - 10	20 €	40 €

2020_57 - Budget Communal : Tarif location Mange-debout					
<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Le Conseil Municipal décide de ne pas changer les tarifs de location des Mange-debout pour l'année 2021.

- Habitant du village : 5 € l'unité
- Personne extérieure : 10 € l'unité

2020_58 - Subventions 2021					
<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'attribuer pour l'année 2021 les subventions suivantes :

- Société de chasse Saint Hubert de Bourg : 150 €
- Le Souvenir Français : 100 €
- APE Les P'tits Loups de Saints-Geosmes : 100 €
- Amicale des donneurs de sang : 92 €
- AFM Téléthon : 50 €
- Autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces utiles dans ce cadre.

2020_59 - Attribution Bons d'achat					
<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

En raison de la crise sanitaire, le Conseil municipal décide d'attribuer des bons cadeaux aux habitants de la commune de Bourg comme suit :

- Personne seule : 20 €
- Habitation secondaire : 20 €
- Couple : 30 €
- Couple avec enfants : 40 €

2020_60 - SPL-XDEMAT : convention prestations intégrées					
<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Par délibération du 22 décembre 2017 – n°2017-52, notre Conseil a décidé de devenir actionnaire de la société SPL-XDEMAT créée en février 2012 par les Départements des Ardennes, de l'Aube et de la Marne, et rejoint ensuite par les départements de l'Aisne, la Haute-Marne, La Meuse, La Meurthe et Moselle et les Vosges afin de bénéficier des outils de dématérialisation mis à disposition comme XMARCHES, XACTES, XPARAPH, XFLUCO, XCONVOC, XELEC, XSMS,

A cette fin, il a acheté une action de la société, désigné son représentant au sein de l'Assemblée générale, approuvé les statuts de la société SPL-XDEMAT et le pacte d'actionnaires, signé une convention de prestations intégrées et versé chaque année, une cotisation à la société.

Cette convention arrivant à expiration, il convient pour continuer à bénéficier des outils de dématérialisation proposés par la société, de la renouveler en signant une nouvelle convention.

Les tarifs de base de SPL-XDEMAT n'ont pas changé depuis sa création et de nouveaux outils sont chaque année, développés pour répondre aux besoins de ses collectivités actionnaires.

Après examen du projet de convention proposé pour une durée de 5 ans, je prie le Conseil de bien vouloir approuver la signature de cette convention avec la société SPL-XDEMAT.

Il convient de rappeler que la Collectivité exerce différents contrôles sur la société :

- un contrôle direct via son représentant à l'Assemblée départementale,
- un contrôle indirect via le représentant au sein du Conseil d'administration de la société SPL-XDEMAT, de toutes les collectivités actionnaires, membres de l'Assemblée spéciale du département, désigné après les dernières élections municipales. Ce représentant exerce durant son mandat, un contrôle conjoint sur la société au titre de l'ensemble des collectivités et groupements de collectivités actionnaires situés sur un même territoire départemental (autres que le Département) qu'il représente.

2020_61 - Décision modificative Budgétaire – Budget communal : FPIC 2020

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Afin d'honorer les mandatements du FPIC 2020, il convient de proposer la décision modificative suivante :

52062 Code INSEE	BOURG COMMUNE DE BOURG - 136 00	DM n°8 2020
---------------------	------------------------------------	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Non Renseigné

FPIC 2020

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
 FONCTIONNEMENT				
D-80832 : Fournitures de petit équipement	2 017.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	2 017.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-739223 : Fonds de péréquation ressources communales et intercommunales	0.00 €	2 017.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 014 : Atténuations de produits	0.00 €	2 017.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	2 017.00 €	2 017.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la décision modificative budgétaire.

2020_62 – Protection fonctionnelle à un élu

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Monsieur Le Maire rappelle que la commune est tenue de protéger les élus ainsi que les agents contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Il précise à cet effet que depuis la loi du 27 décembre 2019 (article 104), dans toutes les communes, la souscription d'un contrat d'assurance visant à couvrir le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts résultant de l'obligation de protection à l'égard du maire et des élus disposant d'une délégation de fonction, est obligatoire.

Lorsque la protection fonctionnelle est demandée par un élu, au titre des articles L 2123-34 et L 2123-35 du CGCT, le Conseil Municipal, en tant qu'organe délibérant de la commune, est l'autorité compétente pour se prononcer sur cette demande, au nom de la commune (JO Sénat, 09.11.2017, question n°00462, p 3499).

Les membres du Conseil Municipal sont informés qu'un élu poursuivi pénalement, a sollicité la protection fonctionnelle de la commune.

En effet, la collectivité publique est tenue d'accorder sa protection dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle.

Cette protection consiste principalement à prendre en charge les frais d'avocat de l' élu. Il est précisé qu'une déclaration a été faite auprès de AXA Assurances, assureur de la collectivité, qui prend en charge cette affaire au titre du contrat « responsabilité civile et protection juridique des élus ».

Au vu de ces dispositions, il convient que le Conseil Municipal délibère pour accepter ou ne pas accepter d'accorder la protection fonctionnelle à l' élu.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'accorder la protection fonctionnelle sollicitée.

Questions diverses

Projet éolien :

Rappel des échanges entre le porteur et Madame LOISEAU, nous sommes en attente de quelques photos montage.

Monsieur Francis BROUILLARD demande s on peut pas diminuer le nombre d'éolienne notamment les deux plus proches, la question sera transmise à Engie Green.

En fonction des disponibilités, une information publique pourrait avoir lieu en février 2021.

Travaux 2021 :

Il est prévu d'effectuer la vidange du lagunage.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 23h00.

Fait à BOURG, les jours, mois et an susdits

Le maire,
Dominique THIEBAUD